



La croissance de l'économie belge s'établirait à 1,6 % tant en 2017 qu'en 2018

La conjoncture européenne apparaît actuellement plus robuste qu'anticipé après le référendum sur le Brexit. Notre prévision de croissance pour l'économie belge en 2017 a, dès lors, été revue à la hausse pour s'établir à 1,6 %. En 2018, la croissance se maintiendrait à 1,6 %. Au cours de ces deux années, celle-ci est principalement soutenue par la consommation des particuliers et les investissements des entreprises. L'emploi progresserait de 105 000 unités sur l'ensemble des deux années. Quant à l'inflation, elle ralentirait en 2018.

Conformément à la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des comptes nationaux a communiqué les chiffres du budget économique au ministre de l'Économie. Ces perspectives macroéconomiques s'inscrivent dans le cadre de la préparation du budget 2018.

La croissance de l'économie mondiale s'intensifie en 2017 et 2018

La croissance de l'économie mondiale s'accélérait quelque peu cette année ainsi que l'année prochaine, principalement sous l'impulsion des économies émergentes. Même si l'économie chinoise marque légèrement le pas, certaines d'entre elles profitent de la hausse des prix des matières premières. En ce qui concerne les économies avancées, on table pour les États-Unis sur une croissance plus soutenue que l'an dernier, de 2,1 % en 2017 et de 2,4 % en 2018. Dans la zone euro, le niveau atteint actuellement par plusieurs indicateurs de confiance est élevé, ce qui annonce une poursuite de la reprise économique. En 2017, la croissance du PIB de la zone euro s'établirait, pour la deuxième année consécutive, à 1,7 % ; elle ne ralentirait que très légèrement en 2018 (1,6 %). Enfin, l'économie britannique, un partenaire commercial de premier plan de la zone euro, résiste jusqu'à présent mieux qu'attendu suite au vote en faveur du Brexit. Néanmoins, il apparaît que c'est surtout en 2018 que cette décision de quitter l'Union européenne devrait peser sur la croissance du PIB britannique, qui pâtirait d'une baisse des investissements et d'une détérioration du pouvoir d'achat.

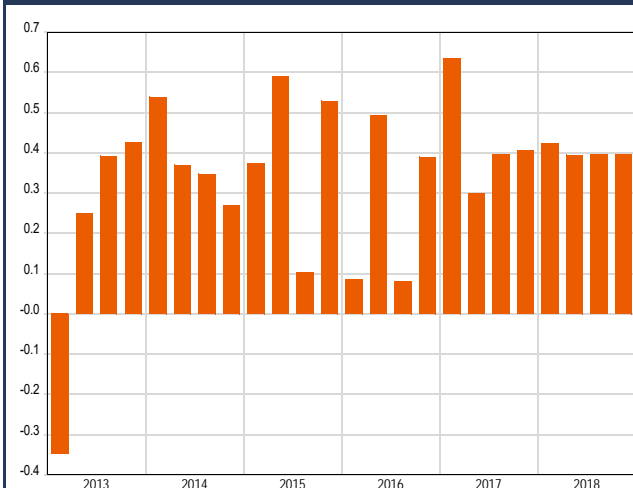
Différents risques pourraient compromettre la réalisation de ce scénario international. Ainsi, l'économie chinoise pourrait accuser un ralentissement plus marqué que prévu, notamment en raison de son endettement élevé. Par ailleurs, il subsiste encore de nombreuses incertitudes quant à la politique que mènera concrètement le nouveau gouvernement américain, tant sur le plan budgétaire que dans le domaine des échanges internationaux. Enfin, le redressement de la confiance au sein de l'Europe pourrait être contrarié par une recrudescence de la crise de la dette ou par une détérioration des relations (commerciales) en cas de Brexit 'dur'.

La croissance du PIB belge aussi s'accélère sous l'impulsion de la demande intérieure

La croissance de l'économie belge a été soutenue au quatrième trimestre de 2016 et s'est encore intensifiée au premier trimestre de 2017. La conjoncture devrait évoluer favorablement au cours des prochains trimestres, grâce à la dynamique de la demande intérieure. À cet égard, la consommation des particuliers et les investissements des entreprises jouent un véritable rôle moteur. Ainsi, la croissance économique grimperait, sur base annuelle, de 1,2 % en 2016 à 1,6 % en 2017 et se maintiendrait à 1,6 % en 2018.

Tout comme en 2016, la croissance des exportations belges est soutenue, en 2017 et 2018, par l'évolution favorable des coûts intérieurs, suite aux mesures prises par le gouvernement afin de limiter le coût du travail. Notons également que la progression en volume des exportations en 2016 et 2017 (respectivement de 6,0 % et 4,8 %) est gonflée par la réorganisation d'une entreprise internationale active sur le marché belge. Cette dernière a en effet considérablement intensifié ses activités d'importation et d'exportation depuis février 2016, sans que cela n'ait d'impact sur la croissance du PIB. En 2018, la croissance des exportations s'établirait à 4,0 % et évoluerait ainsi parallèlement à la croissance attendue des marchés extérieurs pertinents pour la Belgique. Le déficit de la balance des opérations courantes grimperait de 0,4 % du PIB en 2016 à 0,9 % cette année, principalement sous l'effet de la hausse du prix du pétrole. En revanche, ce déficit se réduirait à 0,6 % du PIB en 2018.

Evolution trimestrielle du PIB belge en volume
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



grâce à la stabilisation du prix du pétrole et à l'appréciation de l'euro.

L'an dernier, le revenu disponible réel des particuliers a progressé de 0,9 %. Une croissance plus soutenue est attendue pour 2017 (1,2 %) et davantage encore pour 2018 (1,9 %). En effet, les effets d'un certain nombre de mesures restrictives (comme le saut d'index) disparaissent, tandis que les revenus de la propriété progressent légèrement et que des nouvelles réductions d'impôt, décidées dans le cadre du tax shift, interviennent en 2018. Enfin, le pouvoir d'achat est soutenu, en 2017 et 2018, par les nombreuses créations d'emplois. La consommation des particuliers a augmenté de 1,2 % l'an dernier ; elle progresserait de 1,6 % en 2017 et de 1,7 % en 2018, portée notamment par le haut niveau de la confiance des consommateurs, laquelle est particulièrement sensible à la situation sur le marché du travail. Cette année, la croissance en volume des investissements en logements se limiterait à 0,3 %, pénalisée par un premier trimestre décevant. Soutenus par une évolution favorable du pouvoir d'achat et par des conditions de financement toujours attractives en dépit de la hausse des taux hypothécaires, ces investissements progresseraient néanmoins de 1,4 % en 2018.

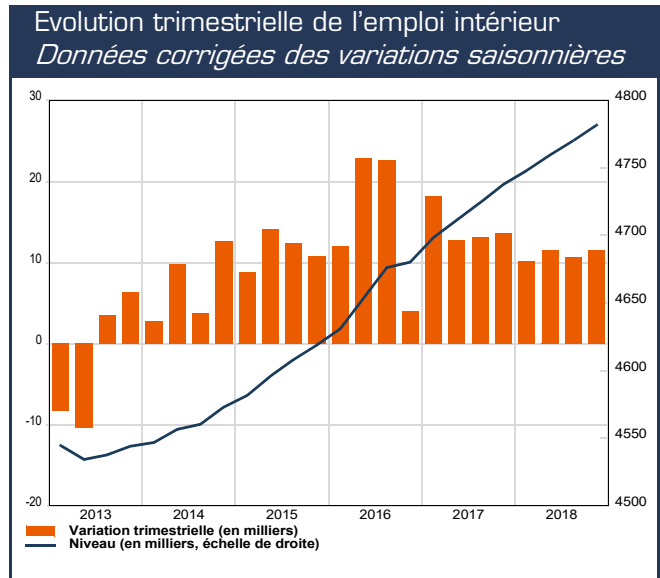
En 2016, la croissance en volume des investissements des entreprises s'est limitée à 1,2 %. Ce chiffre a toutefois été influencé à la baisse en raison d'acquisitions exceptionnelles réalisées l'année précédente. En 2017 et 2018, la croissance des investissements devrait être importante (respectivement 3,3 % et 3,0 %), soutenue par le taux élevé d'utilisation des capacités de production industrielle, des perspectives de demande favorables et une rentabilité élevée.

Compte tenu de l'ensemble des mesures connues, la croissance en volume de la consommation publique s'établirait à 0,7 % en 2017 et à 0,8 % en 2018. La forte croissance en volume des investissements publics en 2017 et 2018 (respectivement 3,5 % et 8,3 %) s'explique en grande partie par l'augmentation des investissements réalisés par les pouvoirs locaux à l'approche des élections communales. L'accélération de la croissance en 2018 est attribuable aux investissements de la Flandre dans la liaison Oosterweel.

L'embellie conjoncturelle et les mesures de réduction du coût du travail donnent lieu à une forte création d'emplois

L'emploi intérieur a crû de 1,3 % l'an dernier (ce qui représente une création nette de 59 000 emplois) sous l'effet notamment des mesures de réduction du coût du travail. Ces mesures auraient encore un impact positif sur l'emploi cette année et soutiendraient l'intensité en main-d'œuvre de l'activité du secteur marchand. Porté également par l'accélération de la croissance économique, l'emploi progresserait de 1,2 % en 2017 et 1,0 % en 2018, ce qui représente, cumulativement pour les deux années, une création nette de quelque 105 000 unités. Le nombre de salariés dans le secteur marchand augmenterait de 89 000 unités. Le nombre de travailleurs indépendants continuerait aussi de progresser (de

19 000 unités). En revanche, le nombre d'emplois publics diminuerait de près de 3 000 unités.



Le nombre de chômeurs (y compris les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi) a déjà sensiblement diminué au cours des deux dernières années. En dépit de la croissance de la population active, le nombre de chômeurs continuerait de reculer, et ce à hauteur de 56 000 unités sur l'ensemble de la période 2017-2018. Par conséquent, le taux de chômage harmonisé (définition Eurostat) passerait de 8,5 % en 2015 à 6,6 % en 2018.

L'inflation ralentit en 2018

L'inflation belge, mesurée sur la base de l'indice national des prix à la consommation, s'est accélérée jusqu'à 2,0 % en 2016, notamment en raison d'une forte augmentation du prix de l'électricité suite à l'introduction ou au relèvement d'un certain nombre d'impôts et de prélèvements et suite à la suppression des kWh gratuits auxquels chaque ménage de Flandre avait droit.

En 2017, l'inflation sous-jacente fléchirait – sous l'effet notamment de la baisse, au cours des dernières années, des coûts salariaux par unité produite – et les pressions à la hausse exercées sur l'inflation par un certain nombre de mesures disparaissent. Compte tenu du niveau sensiblement plus élevé du prix du pétrole, l'inflation totale s'établirait à 2,1 %, soit à un niveau comparable à celui de l'an dernier. En 2018, l'inflation retomberait à 1,5 % en raison de la stabilisation du prix du pétrole.

L'indice santé, qui n'est pas influencé par l'évolution du prix de l'essence et du diesel notamment, progresserait de 1,8 % en 2017 et de 1,4 % en 2018. Selon les prévisions mensuelles relatives à l'indice santé, l'indice pivot actuel pour les traitements de la fonction publique et les allocations sociales (105,10) ne serait pas dépassé en 2018.

Pour plus d'informations:

Ludovic Dobbelaere, 02/507.74.22, ldo@plan.be
Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

Chiffres clés pour l'économie belge***Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires***

	2015	2016	2017	2018
Dépenses de consommation finale des particuliers	1.1	1.2	1.6	1.7
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	0.5	-0.1	0.7	0.8
Formation brute de capital fixe	2.4	1.8	2.6	3.2
Dépenses nationales totales	1.5	1.1	1.8	1.8
Exportations de biens et services	4.3	6.0	4.8	4.0
Importations de biens et services	4.3	6.0	5.1	4.3
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0.0	0.1	-0.1	-0.2
Produit intérieur brut	1.5	1.2	1.6	1.6
Indice national des prix à la consommation	0.6	2.0	2.1	1.5
Indice santé	1.0	2.1	1.8	1.4
Revenu disponible réel des particuliers	0.7	0.9	1.2	1.9
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	11.7	11.3	11.0	11.2
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	42.1	59.1	57.7	46.9
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	8.5	7.8	6.8	6.6
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	0.4	-0.4	-0.9	-0.6
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	111.0	110.6	110.4	114.4
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	0.0	-0.3	-0.3	-0.2
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	0.8	0.4	0.7	0.9